

[LETTRES DU MONDE]

DIOGO FAIA FAGUNDES : *QUE FAIRE AUJOURD'HUI AU BRÉSIL ?*

Afin de ne pas tomber dans les jérémiades incapacitantes et le bavardage d'un point de vue extérieur et supérieur - comme c'est souvent le cas dans un environnement de plus en plus marqué par les médias sociaux - essayons de formuler quelques tâches, bien que peu prometteuses pour ceux qui ont peu de patience et aiment se faire des illusions sur l'avenir, pour eux-mêmes ou pour les autres.

Faisons un constat dogmatique et brutal : **il n'y a pas de politique au Brésil**. Ou plutôt il n'y a que la politique du capitalisme-parlementarisme, et donc pas de politique, car sans l'existence de politiques distinctes opposées, il n'y a que la gestion de l'ordre. En effet, si l'on adopte la thèse selon laquelle la politique n'est pas de l'ordre de l'invariant (superstructure juridico-étatique présente dans toute formation sociale), ni spontanée ou coextensive aux revendications, mais plutôt rare, on ne voit pas de politique à l'œuvre dans le Brésil d'aujourd'hui.

Bien sûr, il y a des mouvements, des organisations, des luttes sociales, des groupes de pression, des opinions critiques, etc. Mais est-ce suffisant pour constituer une politique efficace ?

Du côté du PT, il y a la position de la « digue d'endigement » : être au gouvernement pour empêcher le retour du bolonarisme, cuire au bain-marie jusqu'aux prochaines élections, avec une croissance économique modeste, sans propositions audacieuses, mais peut-être capable d'apporter une amélioration minimale pour les plus pauvres. Telle est l'idée. Deux problèmes se posent : i) est-ce suffisant pour arrêter la force d'une extrême droite fortement mobilisée, organisée et idéologisée ? ii) le marché est insatiable et réclame davantage de "réformes" afin de surmonter les impasses causées par le nouveau cadre fiscal et les promesses de déficit zéro.¹

Disons simplement que donner au fascisme le monopole de la défense des agendas populaires (comme la lutte pour des planchers constitutionnels de dépenses pour la santé et l'éducation ou la défense de l'indexation du salaire minimum sur le système de sécurité sociale) ne semble pas être la tactique la plus intelligente pour faire face au danger d'un retour de Bolsonaro.

À ceux qui n'aiment pas Lula - et beaucoup ont leurs raisons - nous ne pouvons que dire : la tendance s'aggraverait lorsque l'inévitable destin biologique arrivera. Qu'on le veuille ou non, Lula est un leader populaire, en prise avec les masses appauvries, lié au mouvement syndical, avec une trajectoire de tension minimale contre l'impérialisme (ne serait-ce qu'en raison de son refus de jouer le rôle de leader anti-Cuba sur le continent). Avec la **crise brutale du syndicalisme** (ce n'est pas pour rien que la bourgeoisie est reconnaissante à Temer, qui a réduit à néant les sources de financement des syndicats), la fin du vieux monde dont est issu le politicien Lula, et l'absence de véritables leaders populaires au sein du PT, il ne semble pas y avoir beaucoup de raisons d'être optimiste quant à l'avenir du parti. Bien sûr, il est toujours possible que de nouveaux mouvements historiques émergent sous la forme d'événements imprévisibles, permettant à de nouveaux dirigeants et organisations d'occuper un rôle similaire à l'avenir. Cependant, il est judicieux de noter que les leaderships politiques de masse à gauche ne sont ni improvisés ni très fréquents.

Cette position, bien sûr, n'est en rien différente du consensus capitaliste-parlementaire de 2016. La preuve : aucune des réformes de Temer ou de Bolsonaro n'est même discutée comme étant réversible, contrairement aux abondantes promesses faites pendant la période d'opposition à ces gouvernements. Mais il s'appuie sur la modestie d'un objectif éventuellement crédible (gagner les prochaines élections), puisqu'il n'y a pas d'autre voie.

¹ Afin d'assurer le respect des objectifs fiscaux, des membres du ministère des finances ont flirté avec des idées impliquant la fin des planchers de dépenses obligatoires pour l'éducation et la santé, établis par la Constitution. Cette idée est soutenue par un grand nombre d'économistes entendus par la presse.

Si l'adhésion totale et non critique ne génère généralement rien de bon - au contraire, elle empêche de discuter des orientations en faisant le bilan du passé et en rectifiant les erreurs, et prépare ainsi les défaites futures - **que reste-t-il à faire ? S'opposer ?**

L'oppositionnisme

Le problème réside dans un vice classique que l'on peut appeler « **oppositionnisme** ». Il consiste à croire que la politique consiste en un *mélange* d'agitation et de propagande (plus ou moins doctrinaire, selon les cas) et de dénonciations, de plaintes et de gémissements. Le trotskisme, qui est fertile en culture de ce style, a eu le malheur dans son histoire de bien connaître l'impuissance de cette posture : les dénonciations des « crises de leadership » ne mènent généralement pas à grand-chose, elles limitent la politique à la formation de « groupes de pression » ou, dans le pire des cas, à des promesses vagues et invraisemblables (« *quand je serai au gouvernement, ce sera différent !* »). Pour être honnête, c'est une culture qui tend à favoriser l'opportunisme.

Cela ne signifie évidemment pas qu'il n'est pas important de se forger une opinion critique et interrogative sur le gouvernement, ou d'influencer idéologiquement le climat culturel du pays à cet égard. Mais il ne faut pas se faire d'illusions sur son rôle. Par conséquent, même s'il existe des groupes de gauche - avec des différences diverses, mais qui conviennent que la trajectoire du pays n'est pas favorable - qui sont actifs ou qui ont même des programmes élaborés, il n'y a actuellement aucune politique qui indique les germes d'une éventuelle nouvelle orientation stratégique, au-delà des simples intentions et proclamations.

C'est peut-être inévitable vu la situation actuelle - désastreuse non seulement au niveau national, mais aussi au niveau mondial - au milieu des premiers balbutiements d'une nouvelle politique, sans qu'aucune organisation ou dirigeant ne puisse se présenter comme « l'avant-garde du prolétariat » ou avoir des prétentions de ce genre sans paraître ridicule.

Le millénarisme

Outre l'« oppositionnisme » - qui est stérile parce qu'il ne sert pas à produire des possibilités nouvelles, réelles et affirmatives à travers des slogans qui mettent les masses en mouvement dans une rupture avec l'ordre - un autre vice de plus en plus courant est le **millénarisme prophétique**, un classique de l'ultra-gauche.

En raison des crises environnementales et de l'urgence de la question écologique, il existe une posture confortable qui consiste à prêcher l'apocalypse imminente, qu'elle soit écologique ou économique, sans présenter d'alternative politique. Dieu sait combien de gauchistes pleurent de joie devant les crises ! Plus elles sont catastrophiques, plus elles sont prometteuses pour séduire le public par leur prêche et leur esthétique radicale, ce qui peut être utile pour vendre des livres et attirer l'attention, mais elles tendent plus à l'immobilisme et à la panique (ou, à l'inverse, à la croyance naïve que tout mouvement au coin de la rue annonce la fin du capitalisme) qu'à un sentiment d'urgence militante.

Il faut à nouveau être brutal. La politique, en effet, l'exige souvent, ce qui rebute généralement les petits-bourgeois qui ont le sens de la nuance et de la subtilité (beaucoup d'universitaires en font leur métier) : celui qui parle beaucoup de catastrophe sans défendre et pratiquer une politique antagoniste au capitalisme (ce qui n'est pas un vague anticapitalisme, mais un *nouveau communisme*) est **irresponsable**. Surtout s'il condamne unilatéralement et en bloc - quand il s'agit d'être anticomuniste, on abandonne les nuances des universitaires - toutes les expériences passées qui ont effectivement généré la peur dans le monde capitaliste (combien de fois nos prophètes ont-ils réussi à le faire ?), à travers les termes et les évaluations les plus banals et les plus évidents possibles. Cela ne sert qu'à **favoriser un nihilisme** esthétique, vendable et même rentable, avec une saveur aristocratique.

Si la posture d'attente prophétique, la prédication apocalyptique ou millénariste (un jour il y aura l'Enlèvement, et le capital se dissoudra en un éclair, avec la fin immédiate de la marchandise, de la monnaie, du droit, de l'État, etc.) est donc un autre tic délétère et classique dans l'histoire de la gauche, un véritable obstacle épistémique empêchant la formation de voies prometteuses, alors soyons plus simples, avec moins de phraséologie : nos tâches sont plus basiques, pré-politiques, et peuvent ne pas sembler si enchanteresses à court terme pour ceux qui veulent des résultats rapides.

Qu'entend-on par « prépolitique » ?

Simplement ceci : avant d'élaborer en laboratoire un programme ou une stratégie finie - ce qui est franchement idéaliste quand il n'y a pas d'ancrage dans un travail politique effectif qui donne des résultats vérifiables - il vaut mieux concentrer nos énergies sur d'autres choses indispensables, mais plus précoces. La voie stratégique, en dehors d'orientations très générales, ne peut être réellement tracée qu'une fois qu'une politique existe et qu'elle a gagné en substance et en puissance.

Nous pouvons énumérer quatre de ces « choses préalables » à l'existence d'une nouvelle politique :

- 1) la formation d'**une intelligentsia** marxiste qualifiée orientée vers un nouveau communisme ;
- 2) la création de **liens organiques avec les masses** ;
- 3) **l'insertion dans des mouvements déjà existants**, qui très vindicatifs par nature (donc pré-politiques) ont le potentiel de se politiser ;
- 4) la réalisation d'un **effort intellectuel et d'investigation** sur le pays et le monde, ainsi que sur leurs organisations et séquences politiques depuis au moins le début du 20^{ème} siècle.

1

En ce qui concerne la première tâche, il ne s'agit pas seulement de faire des analyses et des avis critiques sur le capitalisme. **Il n'y a rien de plus facile que de dire du mal du capitalisme** - même certains capitalistes le font ! - et cela n'a jamais fait de mal à ce mode de production. La tâche centrale est de créer les conditions d'un nouveau communisme, affirmatif, résolu. Cela n'est possible qu'avec un bilan honnête et inventif des échecs et des obstacles de la séquence communiste précédente, inaugurée par la Révolution d'Octobre 1917. **Le dogmatisme de la simple défense du passé** doit être combattu tout autant que la posture de ceux qui pensent que tout est à refaire et qu'il n'y a rien de bon à apprendre ou à défendre.

Cela conduira inévitablement à un certain isolement dans un premier temps, car le « communisme » est encore un mot maudit. Même les intellectuels critiques de l'ordre hésitent à redonner du poids et de la gloire à ce mot. Pourtant, **mettre fin à cette malédiction** est notre première tâche, car sans ordre dans les idées, il est impossible d'avoir de l'ordre dans l'organisation, comme le dirait Mao. Et sans lutte idéologique efficace, aucune orientation politique n'est possible, selon Mao lui-même.

2

La deuxième tâche est probablement la plus laborieuse, la plus difficile, la plus longue et la moins gratifiante (du moins à court terme), mais c'est la plus indispensable. Il s'agit de **créer des liens entre les intellectuels communistes et les masses laborieuses**, où qu'elles se trouvent, au travail, à la maison, en société, etc. La voie des « cours populaires » - malgré ses limites, car il s'agit de quelque chose de facilement dépolitisable -, l'investissement dans l'éducation populaire dans les périphéries, la reprise du mouvement d'extension universitaire (comme la formation d'avocats et de médecins populaires), sont les paris les plus prometteurs dans cette direction.

Il est probablement nécessaire de créer un mélange d'organisations d'aide (avec des services de premiers secours, d'aide juridique, des cliniques pour les problèmes de santé mentale et de toxicomanie, l'organisation de restaurants communautaires, l'alphabétisation et l'aide scolaire, etc.) et d'écoles politiques qui enseignent tout sur l'histoire de la lutte entre le capitalisme et le communisme au cours des deux derniers siècles. Il faut reprendre le chemin des organisations brésiliennes des années 70 et 80 qui se sont concentrées sur le travail de base. Nous devons les étudier.

3

La troisième tâche est sans doute celle qui se concrétise le plus actuellement. Accompagner, aider, faire connaître et promouvoir des mouvements comme VAT ("*Vie au-delà du travail*") ou les *app workers*. Deux erreurs doivent cependant être évitées. La première consiste à **utiliser** les mouvements de manière instrumentale ou opportuniste, uniquement pour obtenir des soutiens ou s'attribuer des mérites en cas de victoires. L'apparatchik classique, en somme. L'autre est un **soutien irréfléchi**, un simple « soutien », sans rien apporter pour dépasser le stade purement revendicatif ou formuler des slogans capables d'unifier, de mobiliser et d'obtenir des victoires politiques (sur la réduction du temps de travail, par exemple).

4

Enfin, la dernière tâche implique un effort collectif, à la fois théorique et expérimental. Il ne s'agit pas seulement d'étudier l'histoire des formations sociales, même si cela est important, mais de **dresser un inventaire, voire une encyclopédie**, de l'histoire des mouvements populaires et des politiques d'émancipation au cours du siècle dernier, au niveau mondial et national.

Cette **étude du passé** doit être complétée par un **effort de recherche concrète** (c'est-à-dire un travail de terrain à travers des rencontres avec les acteurs) sur les grandes questions du capitalisme contemporain - la structuration de la vie urbaine, la paysannerie contemporaine, les grandes migrations internationales, la vie et la pensée de ceux qui vivent à la périphérie de nos métropoles, la structuration du nouveau monde du travail, la dispute des matières premières et des minerais à l'échelle de la planète - à la plus grande échelle possible, c'est-à-dire un travail potentiellement et idéalement international.

Sur un plan politique plus immédiat, il faut au moins s'intéresser aux mouvements historiques les plus récents, en dressant un bilan détaillé de leurs échecs ou de leurs limites. Un exemple : les récentes insurrections en Colombie (qui ont conduit au gouvernement de Gustavo Petro), au Chili (qui a conduit au gouvernement de Gabriel Boric), mais aussi en Équateur et au Pérou, où les grandes mobilisations n'ont pas abouti à des gouvernements de gauche. Au Brésil, il est encore crucial de réfléchir à juin 2013 et au mouvement d'occupation des écoles de 2016.

De manière plus décisive, cependant, il est nécessaire de faire le point sur les organisations et les luttes politiques qui ont eu lieu au cours des dernières décennies où la flamme de la révolution était vivante : les années 60 et 70. Au Brésil, cela signifie étudier à la fois la lutte armée et les organisations qui ont opté pour une voie « pacifique », pas nécessairement électorale. Les plus intéressants n'étaient en fait fixés sur aucun de ces deux sommets bien définis.

Ces décennies d'intense politisation, avec les luttes de libération nationale, la lutte des Afro-Américains et contre la guerre du Vietnam aux États-Unis, l'après-Mai 68, les nouvelles formes de lutte ouvrière (comme en Italie) et la création d'un nouveau mouvement communiste (dont les idées s'inspirent souvent de nouvelles références, comme le maoïsme et la révolution culturelle) sont souvent mal étudiées et mal comprises. Faire cette étude est une nécessité et donc un devoir.

Conseils et suggestions

Enfin, voici quelques conseils et suggestions à l'intention des communistes brésiliens.

1

Ne commettons pas l'erreur de penser que nous disposons déjà d'une théorie du parti toute faite pour le communisme du 21^{ème} siècle. Il n'y a tout simplement pas d'exemple de parti révolutionnaire réussi à notre époque, contrairement à l'époque où le marxisme-léninisme était un véritable paradigme. Il n'est pas nécessaire de faire table rase du passé, mais c'est un dogmatisme ossifié que de croire que les structures de la Troisième Internationale et le vieux marxisme-léninisme peuvent remplir nos objectifs.

La théorie politique, organisationnelle et stratégique de la troisième étape du communisme reste à créer, et cela implique nécessairement de comprendre pourquoi les États-Partis de la Troisième Internationale sont devenus allergiques à l'invention politique communiste et ont échoué, ainsi que de comprendre la complexité - aujourd'hui obscure et recouverte d'un voile d'ignorance totale - de la Révolution culturelle en Chine, la tentative la plus radicale et la plus concrète de créer une innovation dans le domaine marxiste-léniniste. C'est la Commune de Paris du XX^e siècle : une défaite pleine de sens et de leçons pour une nouvelle politique. Il faut répéter le geste de Lénine et **ne pas se contenter de copier une doctrine codifiée** sans créativité : tout comme il a lutté pour créer une théorie et une politique capables de surmonter les problèmes de la Commune de Paris - c'est directement à l'origine d'ouvrages comme *Que faire* - il faut étudier les choses intéressantes (et il y en a beaucoup), ainsi que les erreurs fatales et désastreuses de la Révolution culturelle. Le marxisme est dans sa phase post-maoïste.

2

Le stalinisme et le trotskisme sont aujourd'hui **des idéologies conservatrices**. Il en va de même du maoïsme dogmatique, militariste et caricatural des organisations inspirées par le Sentier lumineux du Pérou. Les groupes se réclamant de ces références qui ont réussi à survivre l'ont fait au prix soit d'une grande rigidité dogmatique, devenant lourds et incapables d'innover, soit d'un éclectisme et d'une dilution qui rendent inopérantes ou vides de sens nombre de ces références théoriques et politiques. Le dialogue avec ces groupes conservateurs doit être respectueux mais polémique, en soulignant toujours le caractère inapproprié de ces terminologies et références obsolètes.

3

Il y a deux problèmes cruciaux à affronter de front : **l'électoratisme** et le **fédéralisme**.

L'électoratisme

Quiconque sous-estime la force de corruption et d'inertie des institutions étatiques bourgeoises et pense pouvoir se protéger facilement de ses effets se trompe. Même les groupes qui n'ont pas de stratégie électoraliste dans l'histoire du mouvement communiste (c'est-à-dire les antirévissionnistes, les critiques de l'eurocommunisme, etc.) deviennent facilement la proie de la position défensive qui consiste à orienter leurs tactiques sur le maintien de leur appareil lorsqu'ils entrent dans le jeu institutionnel. On le voit même dans les groupes trotskystes au sein de leurs syndicats. Il ne faut pas sous-estimer la contagion inertielle et éventuellement conservatrice des stratégies qui misent sur la conquête et le maintien de morceaux de l'État (qu'il s'agisse de mairies, d'universités ou de syndicats). Quand la vie électorale commence à dicter le temps organisationnel, il est difficile de trouver une alternative efficace au capitalisme. C'est du moins ce que nous avons toujours vu dans toute notre expérience historique.

Le fédéralisme

Le fédéralisme, en revanche, est devenu une sorte d'**idéologie spontanée** des mouvements de notre temps. Il s'agit d'une conception de la politique qui l'identifie aux multiples luttes des mouvements sociaux organisés autour de leurs propres agendas, formant une sorte de synergie convergente entre eux, dans un circuit de rétroactions positives sans plus d'unité politique ou de vision stratégique globale. La grande formulation moderne de cette idéologie se trouve chez des intellectuels et des activistes, tels que Félix Guattari, qui ont vu en mai 68 non pas une nouvelle forme possible d'unification politique fournie par la diagonale entre les intellectuels, les ouvriers, les paysans et les masses sous le manteau d'un marxisme renouvelé, mais une explosion fragmentée de multiples luttes dispersées marquées par leur propre contenu intéressé.

C'est ce chaudron qui forme la soupe du mouvementisme contemporain, qui opère même dans les grands soulèvements historiques. L'hypothèse à soulever est que dans le cas du Chili, cela a été particulièrement clair : la somme de luttes partielles (par des mouvements de genre, de race, d'éducation, de santé, de minorités nationales, etc.), unifiées seulement par le rejet de la Constitution de Pinochet, sans l'existence d'une organisation politique dirigeante capable de créer une unité populaire active par une vision globale de la situation et des prescriptions précises et simples, a neutralisé la lutte pour la nouvelle Assemblée constituante, qui est devenue une grande caisse de résonance pour des mouvements fragmentés.



Ces indications n'ont qu'un seul but : stimuler les communistes brésiliens à **construire les rudiments d'une nouvelle voie politique**. Cette tâche n'en est encore qu'à ses débuts et à un stade précaire, mais certains aspects sont prometteurs : l'enthousiasme des jeunes pour les nouveaux intellectuels communistes - dont beaucoup sont d'origine prolétarienne - qui sont très populaires sur les réseaux sociaux, est très encourageant.

Mais la lucidité consiste à ne pas se laisser aveugler par des succès momentanés et à ne pas nourrir de fausses attentes. Le saut à faire pour créer une politique efficace est énorme. Sortir du nihilisme

contemporain n'est pas chose aisée. Disons donc, de manière provocante, avec Mao : « *Ne pas avoir de point de vue politique correct, c'est comme ne pas avoir d'âme !* ». ²

Luttons donc pour avoir une âme, et ainsi peut-être soutenir l'ambition d'époques moins nihilistes : le salut et l'immortalité. Sans pour autant avoir besoin d'un Ciel transcendant. Ce qui compte, c'est la matière terrestre, l'ici et le maintenant.

• • •

² Cette citation figure dans l'un des textes politiques les plus importants de notre histoire : *Sur le traitement correct des contradictions au sein du peuple*. Mais qui le lit encore et lui accorde l'attention qu'il mérite ?